

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1982 ter bepaling van de coëfficiënt die het aantal aanvaardbare lestijden in het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan en het aantal aanvaardbare bijkomende lestijden in het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan bepaalt;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat vóór het begin van het schooljaar 1986-1987 het volume aan onderwijzend personeel in het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type moet worden bepaald;

Op de voordracht van Onze Ministers van Onderwijs en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Vanaf het schooljaar 1986-1987 wordt de coëfficiënt, bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 80 van 21 juli 1982 tot vaststelling van het aantal aanvaardbare bijkomende lestijden in het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, georganiseerd of gesubsidieerd door de Staat, gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 268 van 31 december 1983, bepaald op 70 voor alle inrichtingen.

Art. 2. In het koninklijk besluit van 27 juli 1982 ter bepaling van de coëfficiënt die het aantal aanvaardbare lestijden in het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan en het aantal aanvaardbare bijkomende lestijden in het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan bepaalt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 1 worden de woorden « en de coëfficiënt bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 80 van 21 juli 1982 tot vaststelling van het aantal aanvaardbare bijkomende lestijden in het pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan, georganiseerd door de Staat » opgeheven.

2° Artikel 2 wordt opgeheven.

Art. 3. Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 11 augustus 1986.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,
D. COENS

De Minister van Onderwijs,
A. DAMSEAUX

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1982 fixant le coefficient qui détermine le nombre total de périodes admissibles dans l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice, et le nombre total de périodes supplémentaires admissibles dans l'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de déterminer avant le début de l'année scolaire 1986-1987 le volume d'encadrement en personnel enseignant de l'enseignement supérieur pédagogique de type court;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Education nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil.

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A partir de l'année scolaire 1986-1987, le coefficient visé à l'article 4 de l'arrêté royal n° 80 du 21 juillet 1982 fixant le nombre total de périodes supplémentaires admissibles dans l'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice, organisé ou subventionné par l'Etat, modifié par l'arrêté royal n° 268 du 31 décembre 1983, est fixé à 70 pour tous les établissements.

Art. 2. L'arrêté royal du 27 juillet 1982, fixant le coefficient qui détermine le nombre total de périodes admissibles dans l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice, et le nombre total de périodes supplémentaires admissibles dans l'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice, est modifié comme suit :

1° A l'article 1er, les mots « et le coefficient dont question à l'article 4 de l'arrêté royal n° 80 du 21 juillet 1982, fixant le nombre total de périodes supplémentaires admissibles dans l'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice, organisé par l'Etat » sont supprimés.

2° L'article 2 est abrogé.

Art. 3. Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 11 août 1986.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,
D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,
A. DAMSEAUX

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 86 — 1546

9 JUILLET 1986. — Arrêté ministériel relatif à l'organisation des services du contentieux judiciaire du Ministre de la Région wallonne pour l'Environnement et l'Agriculture

Le Ministre de la Région wallonne pour l'Environnement et l'Agriculture.

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 fixant la répartition des compétences entre les ministres membres de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1982 modifié par celui du 23 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Arrête :

Article 1er. La défense en justice des causes concernant les affaires, exceptées celles relevant du Conseil d'Etat, pour les matières d'environnement et d'agriculture du Ministre de la Région wallonne, est confiée à Mme Martine Scarcez, avocat au Barreau de Bruxelles, dont le cabinet est établi à 1180 Bruxelles, 215/2, avenue de Messidor, portant le titre d'avocat du Ministère de la Région wallonne pour les provinces de Luxembourg, de Namur, du Brabant wallon, du Hainaut et de Liège.

Art. 2. D'une manière générale, les attributions des avocats du Ministère de la Région wallonne, les attributions des avocats du Ministère de la Région wallonne sont déterminées par les dispositions prévues aux articles 3 à 10 du présent arrêté.

Le Ministre conserve la faculté de confier des affaires litigieuses, dans des cas spéciaux, à un avocat autre que celui attitré conformément à l'article 1er.

Si l'avocat doit se désister pour des raisons déontologiques, le Ministre peut désigner un des autres avocats attitrés.

Art. 3. Les avocats attitrés du Ministère de la Région wallonne sont également chargés de la défense des problèmes contentieux pouvant survenir dans les services mêmes du cabinet ministériel.

Ils peuvent, en outre, être consultés par le Ministre aussi souvent que celui-ci l'estime opportun.

Art. 4. Les avocats attitrés du Ministère de la Région wallonne assurent la défense des affaires contentieuses jusqu'à leur terme.

Art. 5. Les avocats du Ministère de la Région wallonne sont rémunérés par un abonnement dont le montant est fixé pour chacun à 250 000 francs, payables par tranches trimestrielles, hormis les frais de dossier.

Il est rattaché à l'index et varie à chaque augmentation ou diminution d'au moins 5 % de l'index.

Les frais de dossier seront établis pour chaque dossier par les avocats du Ministère de la Région wallonne et remboursés par trimestre suivant leur envoi.

Le montant fixé est réduit de moitié chaque année où le nombre de litiges ou de consultations confiés à un avocat est inférieur à cinq.

Art. 6. Les avocats du Ministère de la Région wallonne sont indemnisés de leurs frais de déplacement d'après le tarif officiel de l'administration; lorsque leurs devoirs de service occasionnent un voyage en dehors de l'arrondissement judiciaire où est établi le siège de leur cabinet, le Ministre détermine, par assimilation, la classe du tarif dans laquelle ils sont rangés.

Art. 7. En cas d'insuffisance constatée de l'abonnement d'un avocat attitré, eu égard au nombre d'affaires dont il a eu à s'occuper, à leur importance et aux devoirs accomplis en l'occurrence, le Ministre peut, dans les limites des crédits budgétaires, et par convention particulière, lui allouer un supplément extraordinaire annuel d'honoraires.

Art. 8. Les avocats attitrés bénéficient, en plus de leur abonnement annuel, des indemnités de procédure, pour autant et dans la mesure qu'elles soient recouvrables à charge de la partie adverse.

Le décompte ne peut être fait que lorsqu'une affaire est définitivement terminée et après compensation éventuelle en cas de litige.

Les avocats attitrés sont chargés par le Ministre de recouvrer eux-mêmes à la charge des parties succombantes lesdites indemnités.

Art. 9. La mission des avocats du Ministère de la Région wallonne prend fin d'office le premier jour du mois suivant celui au cours duquel ils atteignent l'âge de 70 ans.

Art. 10. Les avocats du Ministère de la Région wallonne ne sont point considérés comme des fonctionnaires faisant partie de l'administration générale dans le sens de la loi sur les pensions.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 juillet 1986.

Le Ministre de la Région wallonne pour l'Environnement et l'Agriculture,

D. DUCARME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 86 — 1545

9. JULI 1986. — Ministerialerlass über die Organisation der Dienststellen für Prozessangelegenheiten des Ministers der Wallonischen Region für Umwelt und Landwirtschaft

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 23. Dezember 1985 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Exekutive;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Exekutive, abgeändert durch den Erlass der Exekutive vom 23. Dezember 1985;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive, abgeändert durch den Erlass vom 23. Dezember 1985;

Beschliesst der Minister der Wallonischen Region für Umwelt und Landwirtschaft :

Artikel 1. Für die Umwelt- und Landwirtschaftsangelegenheiten des Ministers der Wallonischen Region wird die Verteidigung vor Gericht der Rechtssachen für die der Staatsrat zuständig ist, Frau Martine Scarcez, Rechtsanwältin in Brüssel, deren Praxis in 1180 Brüssel, 245/2, avenue de Messidor liegt, in ihren Eigenschaften als Rechtsanwältin in des Ministeriums der Wallonischen Region für die Provinzen von Luxemburg, Namür, Wallonisch Brabant, Hennegau und Lüttich anvertraut.

Art. 2. Die Zuständigkeiten der Rechtsanwälte des Ministeriums der Wallonischen Region werden im allgemeinen durch die in Artikel 3 bis 10 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Bestimmungen festgelegt.

In besonderen Fällen behält der Minister die Möglichkeit, einen anderen Rechtsanwalt als demjenigen, der gemäss Artikel 1 beauftragt worden ist, strittige Angelegenheiten anzuvertrauen.

Wenn der Rechtsanwalt aus Gründen der Deontologie verzichten muss, kann der Minister einen der anderen ständigen Rechtsanwälte bestellen.

Art. 3. Die ständigen Rechtsanwälte des Ministeriums der Wallonischen Region werden ebenfalls mit der Verteidigung von Streitfragen, die in den Dienststellen selbst des Kabinetts des Ministers auftreten können, beauftragt. Ferner können sie vom Minister zu Rate gezogen werden, sooft dieser es für angebracht hält.

Art. 4. Die ständigen Rechtsanwälte des Ministeriums der Wallonischen Region sorgen für die Verteidigung der Prozessangelegenheiten bis zu deren Abschluss.

Art. 5. Die Rechtsanwälte des Ministeriums der Wallonischen Region werden aufgrund eines Abonnements entlohnt, dessen Betrag für jeden auf 250 000 F festgesetzt und in dreimonatlichen Raten ausbezahlt wird, mit Ausnahme der Bearbeitungskosten.

Er ist an den Index gebunden und schwankt bei jeder Erhöhung oder Verringerung von mindestens 5 % des Indexes.

Die Bearbeitungskosten werden für jede Akte von den Rechtsanwälten des Ministeriums der Wallonischen Region festgelegt und pro Quartal nach ihrem Versand zurückerstattet.

Der festgesetzte Betrag wird jedes Jahr, wo dem Rechtsanwalt weniger als fünf Streitfälle oder Beratungen anvertraut worden sind, um die Hälfte gekürzt.

Art. 6. Den Rechtsanwälten des Ministeriums der Wallonischen Region werden die Fahrtkosten gemäss dem offiziellen Tarif der Verwalrung vergütet; wenn sie sich aufgrund ihrer Dienstpflichten ausserhalb des Gerichtsbezirks ihrer Praxis begeben müssen, bestimmt der Minister durch Gleichstellung die Tarifstufe, in die sie eingeordnet werden.

Art. 7. Wenn sich das Abonnement eines ständigen Rechtsanwalts im Hinblick auf die Anzahl der von ihm behandelten Angelegenheiten, ihr Ausmass und die Pflichten als ungenügend erweist, kann der Minister ihm im Rahmen der Haushaltsmittel und durch Sonderabmachung einen aussergewöhnlichen jährlichen Honorarzuschlag gewähren.

Art. 8. Zusätzlich zu dem Jahresabonnement erhalten die ständigen Rechtsanwälte Prozessvergütungen, sofern und in dem Masse, wie diese zu Lasten der Gegenpartei gehen.

Die Abrechnung kann erst erfolgen, nachdem die Angelegenheit endgültig abgeschlossen und im Falle eines Streites ein eventueller Ausgleich vorgenommen worden ist.

Die ständigen Rechtsanwälte werden vom Minister beauftragt, diese Vergütungen selbst und zu Lasten der verlierenden Partei einzuziehen.

Art. 9. Der Auftrag der Rechtsanwälte des Ministeriums der Wallonischen Region nimmt von Rechts wegen ein Ende am ersten Tag des Monats nach demjenigen, in dem sie das Alter von 70 Jahren erreichen.

Art. 10. Die Rechtsanwälte des Ministeriums der Wallonischen Region werden keineswegs als Beamte der allgemeinen Verwaltung im Sinne des Gesetzes über die Pensionen betrachtet.

Art. 11. Vorliegender Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Brüssel, den 9. Juli 1986.

Der Minister der Wallonischen Region für Umwelt und Landwirtschaft,

D. DUCARME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 86 -- 1545

9 JULI 1986. -- Ministerieel besluit houdende organisatie van de dienst « Juridische Geschillen » van het Ministerie van het Waalse Gewest voor Leefmilieu en Landbouw

De Minister van het Waalse Gewest voor Leefmilieu en Landbouw.

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 december 1985 houdende vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, leden van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 januari 1982, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 23 december 1985 houdende regeling van de werking van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 22 april 1982, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 23 december 1985 houdende regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Besluit :

Artikel 1. De verdediging in rechte van zaken betreffende de aangelegenheden inzake leefmilieu en landbouw van de Minister van het Waalse Gewest, met uitsluiting van die welke onder de Raad van State ressorteren, wordt toevertrouwd aan de Mevr. Martine Scarcez, advocaat bij de balie van Brussel, kantoor houdende te 1180 Brussel, 215/2, Messidorlaan, die de titel van advocaat van het Ministerie van het Waalse Gewest voor de provincies Luxemburg, Namen, Waals Brabant, Henegouwen en Luik voert.

Art. 2. De bevoegdheden van de advocaten van het Ministerie van het Waalse Gewest worden algemeen vastgesteld in de artikelen 3 tot 10 van het onderhavige besluit.

De Minister behoudt in bijzondere gevallen de mogelijkheid betwiste zaken toe te vertrouwen aan een andere advocaat dan die welke overeerkomstig artikel 1 is aangesteld.

Indien de advocaat zich om deontologische redenen moet terugtrekken, kan de Minister één van de andere aangestelde advocaten aanwijzen.

Art. 3. De aangestelde advocaten van het Ministerie van het Waalse Gewest worden eveneens ermee belast de verdediging op zich te nemen wanneer geschillen in de diensten zelf van het ministerieel kabinet voorkomen.

Bovendien kunnen zij door de Minister geraadpleegd worden telkens hij dit nodig acht.

Art. 4. De aangestelde advocaten van het Ministerie van het Waalse Gewest verzorgen de verdediging van de betwiste zaken tot de afhandeling ervan.

Art. 5. De advocaten van het Ministerie van het Waalse Gewest worden bezoldigd op basis van een jaarlijks abonnement dat voor elk 250 000 frank bedraagt, het bedrag wordt per driemaandelijkse stortingen uitbetaald, behalve de dossierskosten.

Het wordt gekoppeld aan het indexcijfer en wordt aangepast bij elke stijging of daling van minstens 5 % van het indexcijfer.

De dossierskosten zullen voor elk dossier door de advocaten van het Ministerie van het Waalse Gewest bepaald worden en zullen volgens hun verzending per driemaandelijkse stortingen terugbetaald worden.

Het vastgestelde bedrag wordt met de helft verminderd voor elk jaar waarin het aantal aan de advocaat toevertrouwde geschillen of gevraagde raadplegingen minder dan vijf bedraagt.

Art. 6. De advocaten van het Ministerie van het Waalse Gewest worden volgens het officiële tarief van de overheidsdiensten voor hun reiskosten vergoed wanneer zij zich voor de behandeling van een zaak buiten het gerechtelijk arrondissement moeten verplaatsen waar hun kantoor gevestigd is, de Minister bepaalt op basis van gelijkstelling der tariefklasse waarin ze worden gerangschikt.

Art. 7. Wanneer wordt vastgesteld dat het abonnement van een aangestelde advocaat ontoereikend is, rekening houdend met het aantal zaken die hij heeft moeten behandelen, kan de Minister hem, binnen de perken van de begrotingskredieten, in een bijzondere overeenkomst een buitengewone jaarlijkse toeslag bij zijn honorarium toekennen.

Art. 8. De aangestelde advocaten ontvangen naast hun jaarlijks abonnement procedurevergoedingen voor zover zij van de tegenpartij teruggevorderd kunnen worden.

De afrekening mag slechts gemaakt worden wanneer een zaak definitief beëindigd is en na eventuele compensatie in geval van geschil.

De aangestelde advocaten worden door de Minister belast zelf die vergoedingen van de verliezende partij terug te vorderen.

Art. 9. De opdracht van de advocaten van het Ministerie van het Waalse Gewest eindigt ambtshalve de eerste dag van de maand volgens op die gedurende welke zij de leeftijd van 70 jaar bereiken.

Art. 10. De advocaten van het Ministerie van het Waalse Gewest worden niet als ambtenaren van het algemeen bestuur beschouwd in de zin van de wet op de pensioenen.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 9 juli 1986.

De Minister van het Waalse Gewest voor Leefmilieu en Landbouw,

D. DUCARME

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

16 SEPTEMBER 1986. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 december 1984 tot benoeming van de leden van de Commissie van advies voor vreemdelingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, inzonderheid op de artikelen 32, 33, 34 en 39;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 juli 1981 betreffende de Commissie van advies voor vreemdelingen, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 september 1981 tot benoeming van de leden van de Commissie van advies voor vreemdelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 december 1984 tot benoeming van de leden van de Commissie van advies voor vreemdelingen;

Overwegende dat de V.Z.W. « Association pour la Défense des Droits des Etrangers » de ontslagneming meldt van haar leden van de Commissie van advies voor vreemdelingen, bedoeld in artikel 33, lid 1, 3°, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

16 SEPTEMBRE 1986. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 décembre 1984 portant nomination des membres de la Commission consultative des étrangers

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment les articles 32, 33, 34 et 39;

Vu l'arrêté royal du 28 juillet 1981 relatif à la Commission consultative des étrangers, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1981 portant nomination des membres de la Commission consultative des étrangers;

Vu l'arrêté royal du 7 décembre 1984 portant nomination des membres de la Commission consultative des étrangers;

Considérant que l'a.s.b.l. « Association pour la Défense des Droits des Etrangers » a signalé la démission de ses membres de la Commission consultative des étrangers, personnes visées à l'article 33, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.